



Vous avez besoin
d'un chauffeur ?

Choisissez



APPELEZ

22 27 07 77 / 22 35 77 66

Courriel: contact@focusyakou.com

SOMMET ETATS-UNIS AFRIQUE: **VERS UNE NOUVELLE DÉFINITION DES RELATIONS**



Photo: Louis Vincent

PP.2,4,5,6

Le continent, terre d'opportunités et de convoitise

POLITIQUE

P.6

Alberto OLYMPIO,
le nouvel homme
politique qui
ringardise
l'opposition

INVITÉ SPÉCIAL

P.7

Gabriel Sassouvi Dosseh-Anyron,
Président du «Nid»

DOSSIER

P.8

**Votre paquet de
ciment pèse-t-
il réellement 50
kilos ? Enquête
sur une arnaque
bien répandue**

SANTÉ

PP. 11,14

EBOLA:

**Alerte générale,
l'Afrique privée du
sérum expérimental**

Editorial

Infos N°116 | du 13 au 27 Août 2014

Kokouvi Ekpé AGBOH AHOUELETE

COMPTER SUR SES PROPRES ATOUTS

Après avoir été laissé longtemps à la périphérie des affaires internationales avec en tout cas peu de poids et de considération, les partenaires de l'Afrique lui jettent un nouveau regard. Bien évidemment attirés par les immenses opportunités qu'elle offre et les perspectives qui sont les siennes. Les Etats-Unis, restés à la traîne pour plusieurs raisons, viennent d'emboîter le pas à l'Europe déjà forte présente avec de vieux liens issus en grande partie de la colonisation, à la très offensive et envahissante Chine qui, en quelques années est devenue le principal partenaire commercial du continent, ou encore et dans une moindre mesure au Brésil, à l'Inde etc.

Ceci à travers le sommet USA-Afrique qui s'est tenu les 5 et 6 août derniers sur l'initiative du président américain Barack OBAMA en présence d'une quarantaine de Chefs d'Etat et de gouvernement africains. Cette rencontre qui restera historique dans son principe même ne sera sans doute pas un simple épisode diplomatique comme les autres. Si elle a été l'occasion pour l'administration OBAMA de faire progresser les liens commerciaux et d'affaires, de réaffirmer les engagements américains sur la sécurité, la démocratie et la société civile, la conférence permet aux Africains d'espérer une relation économique plus approfondie avec leur hôte.

Mais les uns et les autres l'ont relevé de façon pertinente à Washington : les solutions aux problèmes dont souffrent le continent ainsi que les clés pour son développement relèvent des Africains eux-mêmes. Ils ne sont à trouver ni dans la capitale fédérale américaine, ni à Tokyo ou à Bruxelles, mais en Afrique. Fort de ce constat somme toute évident, martelé aussi bien par le Rwandais Paul KAGAME qui ne croit pas à des schémas prêts à emploi, que par le Sénégalais Macky Sall qui met en cause l'efficacité des aides au développement ou encore le Sud-Africain qui réclame pour la zone le droit à choisir son modèle, il est curieux qu'aucune grande rencontre de ce type ne réunisse quasiment jamais en Afrique, les Africains entre eux. Les grandes messes de l'Union Africaine sont des occasions pour débattre des sujets et d'agendas politiques ; son format même n'étant pas propice aux échanges sur les questions touchant aux grands enjeux de développement. Certes, les différents regroupements sous-régionaux, la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CE-DEAO), Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC), la Communauté Est-Africaine (CEA) ou encore la Communauté de Développement de l'Afrique Australe (SADC) pour ne citer que ceux-là, définissent des projets communs et élaborent des initiatives touchant à leur zone. Mais aucun sommet de même niveau avec la définition d'objectifs similaires à ceux affichés par Américains, Chinois, Européens etc... réunissant l'ensemble des dirigeants et des décideurs économiques ne s'organise véritablement sur le continent. Si les autres vantent nos atouts, il faudra peut être commencer à y compter nous-mêmes.

Sommet ETATS-UNIS AFRIQUE : Vers une nouvelle définition des relations Le continent, terre d'opportunités et de convoitise

Jean-Paul AGBOH

Si cet argument est insuffisant pour expliquer le Sommet qui vient de se dérouler aux Etats-Unis, il reste important pour comprendre en grande partie son organisation : l'Afrique est l'une des régions les plus prometteuses de la planète en termes de croissance, avec de belles perspectives pour les années à venir ; le FMI (Fonds Monétaire International) tablant par exemple sur 5,8% en 2015. La grande messe de Washington qui a réuni les 5 et 6 août derniers autour du président Barack OBAMA, une quarantaine de Chefs d'Etats africains dont le Togolais Faure GNASSINGBE, répond donc à cette volonté des Américains de saisir les opportunités économiques qu'offre et offrira le continent. Mais pas seulement. Ils sont aussi guidés par des préoccupations sécuritaires.

Jamais un président américain n'avait reçu autant de chefs d'Etat et de gouvernement pour parler surtout affaires, mais aussi sécurité et gouvernance. Jusque-là, c'est le cadre annuel de l'AGO (Africa Growth and Opportunity Act) qui réunissait les ministres du Commerce et permettait une rencontre entre les Etats-Unis et l'Afrique. Mais par essence, ce format couvrait moins de thématiques que les rencontres mises en places par d'autres partenaires du continent. C'est donc un Sommet historique que Barack OBAMA a organisé en début de mois ; rencontre qu'il avait annoncée lors de sa visite l'année dernière au Cape Town en Afrique du Sud. Ce fut l'occasion pour l'actuelle administration d'ouvrir un nouveau chapitre dans les relations américano-africaines en les déplaçant d'un niveau bilatéral à un



engagement de l'ensemble du continent. Pour les Etats-Unis, il s'est agi d'une offensive destinée à rattraper le retard pris sur d'autres puissances sur le continent. Par exemple, le Japon tient des sommets tous les cinq (5) ans depuis 1993 avec l'Afrique à travers la Conférence Internationale de Tokyo pour le Développement de l'Afrique (TICAD) dont la dernière en date, tenue

à Yokohama en juin 2013, a vu l'annonce par le gouvernement nippon d'une enveloppe de 24 milliards d'euros d'aide publique et privée. Il existe d'autres initiatives comme celles de l'Union Européenne à destination du continent africain sous formes de rencontres à intervalles réguliers ; ou encore celles du Brésil, de l'Inde ou de la Turquie. Mais c'est indubitablement la Chine, avec entre autres son Forum de la Chine sur la Coopération Sino-Africaine (FO-CAC) qui a pris une grande longueur d'avance et sur laquelle le pays de l'Oncle Sam cherche à combler son retard.

En effet, si les échanges commerciaux entre les Etats-Unis et l'Afrique ont doublé en une décennie passant de 50 milliards de dollars en 2000 à 100 milliards en 2013, sur la même période, la Chine fait beaucoup mieux. Le commerce sino-africain a connu une croissance fulgurante passant de 10 milliards en 2000 à plus de 200 milliards en 2013. L'investissement direct de la Chine, représente 25 milliards de dollars aujourd'hui, atteindra

30 l'année prochaine avec un objectif de 100 dans les prochaines années. Par ailleurs, ce pays est le premier partenaire commercial de l'Afrique, suivi de l'Union Européenne ; les Etats-Unis n'arrivent qu'en troisième position.

LES ENGAGEMENTS AMERICAINS :

Le président américain a annoncé au cours du sommet, une enveloppe de 33 milliards de dollars de nouveaux engagements, sous forme d'aide publique et d'investissements privés en faveur de l'Afrique sur des dossiers précis, qui contribueront au développement du continent et à la création d'emplois aux Etats-Unis.

Sur le montant avancé, sept (7) milliards seront débloqués par l'administration OBAMA pour favoriser les échanges avec le continent. Quatorze (14) milliards viendront du secteur privé notamment de groupes déjà présents en Afrique ou non, General Electric (2 milliards), Coca-Cola (5 milliards), IBM (2 milliards) et le Fonds d'Investissement Blackstone, en partenariat avec le groupe nigérian DANGOTE (5 milliards).

(Suite à la page 4)

THEMATIQUES DU SOMMET :

1- INVESTIR DANS LA FUTURE AFRIQUE.

- Accès à l'énergie
- Sécurité alimentaire
- Préservation des ressources
- Autonomisation des jeunes

2- PAIX ET STABILITE REGIONALE.

- Recherche de solution à long terme à la sécurité régionale, avec le renforcement des capacités de maintien de la paix et de la gouvernance du secteur sécuritaire
- Piraterie maritime

3- GOUVERNER POUR LA PROCHAINE GENERATION.

- Lutte contre la corruption et les financements illicites
- Réaffectation des revenus pour un développement inclusif
- Institutions efficaces
- Opportunités pour les jeunes.

Tapez *111*6#

fidélis

Votre consommation et votre fidélité sont récompensées !



Pour vous remercier de votre confiance à notre réseau et parce que votre fidélité est notre plus belle récompense, nous avons conçu pour vous Fidelis. Quel que soit votre profil, communiquez, cumulez des points, échangez vos points contre des cadeaux et entrez dans le club fermé de nos clients VIP. Pour bénéficier du meilleur programme de fidélité, tapez à partir de votre téléphone *111*6#.

Chez Moov, vous gagnez à consommer !



www.moov.tg

Service clients : 777 (gratuit) ou 9999 7777 (payant)

groupe
etisalat

Sommet ETATS-UNIS AFRIQUE :

(Suite de la page 2)

Jean-Paul AGBOH

Avec la Banque Mondiale et le gouvernement suédois, 12 milliards seront débloqués pour porter son financement à 26, en faveur du programme Power Africa. Ce dernier vise l'amélioration électrique des foyers et des entreprises et concerne plus de 60 millions de foyers africains qui seront ainsi raccordés.

Mais pour le gouvernement américain, la première responsabilité pour faire développer le continent incombe aux dirigeants africains et à leur population à qui il appartient de mettre en place un environnement propice à la croissance économique. Si les Chefs d'Etat et de gouvernement présents à Washington ont salué l'annonce, espérant y voir le signe précurseur d'une relation économique plus approfondie avec les Etats-Unis, ils ont répondu en écho à la position américaine sur leur responsabilité ; le président sénégalais déclarant

par exemple que « l'aide publique au développement ne développe aucun pays et que la clé à ces questions se trouve en Afrique et pas aux Etats-Unis ».

DEFI SECURITAIRE :

Outre les enjeux économiques, le Sommet de Washington a également été l'occasion de discussions autour de la stabilité régionale et des questions de sécurité. Les Etats-Unis se sont engagés à ce propos, à accélérer leur aide à six pays en Afrique pour leur permettre de mieux assurer leur sécurité ; tandis qu'ils vont en aider six autres à créer une force de réaction rapide de maintien de la paix. L'annonce en a été faite par le président Obama lui-même à la fin des travaux. Pour lui, il s'agit « de resserrer notre coopération en matière de sécurité pour mieux faire face à des menaces communes comme le terrorisme ou le trafic d'êtres hu-

ains »

Le Kenya, la Tunisie, le Mali, le Nigeria, le Niger et le Ghana vont bénéficier d'un nouveau plan d'aide de Washington pour mieux garantir leur sécurité. Il s'agira notamment d'aider ces pays à continuer à mettre sur pied des forces de sécurité solides et professionnelles qui puissent les aider à assurer eux-mêmes leur sécurité, a dit le président.

Washington va consacrer 65 millions de dollars à cette initiative la première année et fera ensuite régulièrement le point sur les besoins, précise un document de la Maison Blanche. Ce document insiste aussi sur le fait qu'il s'agira de former des forces de sécurité qui seront capable de protéger les civils et de faire face aux défis et aux menaces avec intégrité et en toute transparence. Barack Obama a aussi annoncé qu'il voulait aider à mettre sur pied une force africaine de réaction rapide de maintien de la paix sur le continent.

Les Etats-Unis vont s'appuyer sur des pays qui ont déjà fait leurs preuves en matière de maintien de la paix: le Ghana, l'Ethiopie, le Sénégal, la Tanzanie, le Rwanda et l'Ouganda. Washington doit débloquer 110 millions de dollars



par an pendant trois à cinq ans, précise un document diffusé par la Maison Blanche. Ces fonds et l'assistance américaine doivent permettre d'entraîner, d'équiper et de former les troupes dédiées au maintien de la paix. En échange, les pays africains partenaires, s'engagent à ce que leurs soldats et leur équipement puissent être déployés rapidement. Les Etats-Unis ont également l'intention d'associer d'autres partenaires internationaux à cette initiative.

ENJEUX AFRICAINS :

La présence massive des dirigeants du continent renseigne de l'intérêt

porté à la rencontre. S'ils ne se font aucune illusion sur les motivations profondes de leur hôte, attiré par des opportunités économiques et préoccupé par les questions sécuritaires, ils ont vu dans ce sommet l'occasion de développer ou de renforcer leur partenariat économique et politique. Avec cet intérêt accru pour les investissements de différents acteurs mondiaux (Chine, Etats-Unis, Europe, Brésil, Inde etc) les gouvernements africains sont en position de négocier les termes d'investissement dans leur pays et de tirer d'avantages de bénéfiques pour leur développement durable et inclusif.



Photo Louis Vincent

LES PRINCIPAUX INTERVENANTS
ISSUS DES MILIEUX D'AFFAIRES :

- Michael R. BLOOMBERG, ancien maire de New-York, Fondateur de Bloomberg Philanthropies
- Ashish J. THAKKAR, Fondateur et Directeur de Mara Group
- Aliko DANGOTE, Président Dangote Group
- Jeff IMMELT, Directeur général General Electric
- Andrew N. LIVERIS, Président The Dow Chemical Company
- Phuti MAHANYELE, Directeur general Shanduka Group
- Doug Mc Millon, Président Directeur Général Wal-Mart Stores
- Donald KABERUKA, Président Banque Africaine de Développement
- Ajay BANGA, Président Directeur général MasterCard
- Tony ELUMELU, Directeur Heirs Holdings Limited
- James MWANGI, Directeur general Equity Bank Group
- David Rubenstein, Directeur général The Carlyle Group
- Sim TSHABALALA, Directeur général Standard Bank
- Mo IBRAHIM, Fondateur de Mo Ibrahim Foundation
- Dr Jim Yong Kim, Président Groupe de la Banque Mondiale
- Muhtar KENT, Directeur général Coca Cola
- Tshepo MAHLOELE, Directeur général Harith fund Managers
- Strive Masiyiwa, Fondateur d'Econet Wireless
- Virginia ROMETTY, Présidente IBM
- Stephen SCHWARZMAN Directeur général Blackstone

TOGO :

« Un pays stable dans une région instable »

C'est le terme employé par le Département d'Etat américain pour décrire le Togo, ajoutant qu'il est un partenaire privilégié et au centre de sa stratégie de lutte internationale contre le terrorisme, la piraterie maritime, le trafic de drogue et des espèces protégées etc. Cela explique en partie l'état des relations entre les deux pays qui est au beau fixe. Aussi, pendant son séjour américain, le Chef de l'Etat en a-t-il profité pour aborder ces différents problématiques avec des représentants de l'administration américaine ; sans oublier bien évidemment les questions économiques.

Après madame Sally JEWELL reçue le 04 août pour discuter des sujets environnementaux, Faure GNASSINGBE s'est entretenu avec Johnnie Carson, l'ancien responsable de l'Afrique au Département d'Etat aujourd'hui à la tête de l'Institut américain pour la paix. Il a été suivi chez le Chef de l'Etat d'Elizabeth L. Littlefield, présidente de l'OPIC (Overseas Private Investment Corporation) qui a évoqué les perspectives de développement de l'Agence au Togo. L'OPIC fut jadis l'initiateur de la Zone franche et plus récemment l'un des partenaires financiers de ContourGlobal pour la construction de la centrale thermique de Lomé. Madame Amanda Dory, adjointe au sous-Secrétaire d'Etat chargé de la Défense,

à la tête d'une forte délégation, a échangé avec le numéro 1 togolais, des questions sécuritaires : lutte contre le terrorisme, le trafic de drogue et la piraterie maritime. Autre rendez-vous, celui entre le chef de l'Etat et Sheila Herrling, vice-Présidente du MCC. Le Millennium Challenge Corporation (MCC) est un organisme gouvernemental américain qui a été conçu par le Congrès en janvier 2004 pour réduire la pauvreté à travers la croissance économique durable dans les pays en voie de développement. Il est le fruit de l'engagement des Etats-Unis lors du Sommet de Monterrey (Mexique) de 2002 sur le financement pour le développement au cours duquel le gouvernement américain a appelé à un « nouveau

contrat pour le développement international» établissant un lien entre de plus grandes contributions des nations développées et une plus grande responsabilité des pays en voie de développement. Notre pays espère y être éligible cette année pour couronner les réformes effectuées depuis quelques temps.

C'est monsieur Stephens Hayes, Président du Corporate Council on Africa qui a clôturé les audiences du Président de la République. Cet organisme créée en 1993 a pour mission de faciliter et de renforcer les relations commerciales entre les Etats-Unis et l'Afrique. Il organise chaque année une conférence qui rassemble milieux d'affaires américains et africains.

Environnement : L'engagement de Faure GNASSINGBE

Le Président de la République, Faure GNASSINGBE a pris part au Sommet Etats-Unis-Afrique des 5 et 6 août derniers. Arrivé dès le 03 dans la capitale fédérale américaine, il a participé à l'ensemble des travaux prévus par le programme officiel. Et notamment à un panel sur la question des espèces protégées, une thématique sur laquelle le gouvernement togolais est en première ligne.

Le Chef de l'Etat a débuté son séjour américain dans la matinée du 04 août avec l'entretien qu'il a accordé à son hôtel à la Secrétaire américaine à l'Intérieur, Madame Sally JEWELL. Au menu des discussions tel qu'elle l'a confié à la presse à sa sortie, la préservation des espèces sauvages et la lutte contre les réseaux qui en organisent les trafics. Faure GNASSINGBE a évoqué avec son hôte la stratégie déployée par son pays pour éradiquer ce fléau qui a cours dans de nombreuses zones et dont la réponse ne peut être que collective.

Pour madame JEWELL, le Togo est très important dans le dispositif de la lutte, au vu de la volonté politique de ses dirigeants et des moyens mis en œuvre. Elle a félicité le Président de la République et la population togolaise pour les efforts consentis et s'est engagée au nom de son gouvernement, à renforcer la coopération avec le Togo, en matière d'assistance technique et juridique notamment.

Dans l'après-midi, à l'Académie Nationale des Sciences, située sur la Constitution Avenue, aux côtés de ses homologues gabonais Ali BONGO, namibien Hifikepunye POHAMBA et tanzanien Jakaya KIKWETE, Faure GNASSINGBE a participé au Dialogue sur la Lutte contre le Trafic des Espèces Sauvages. Le Président togolais a relevé que notre pays ne soit pas connu pour sa faune et a expliqué sa présence à ce panel par le fait que les trafiquants utilisent le Togo comme plate-



Faure GNASSINGBE et Mme JEWELL

forme pour leur contrebande et souligné sa détermination à y mettre fin. Il a en outre insisté sur l'option résolue de son gouvernement qui est celle de la tolérance zéro pour tout ce qui touche au braconnage et à l'écoulement de son butin. Il a rappelé les importantes saisies d'ivoire à Lomé pour un total de 4 tonnes notamment en fin janvier 2014 et s'est déclaré convaincu de la nécessité d'une coopération internationale renforcée dans ce domaine. Selon lui, une aide internationale pour renforcer les contrôles au poste frontière contribueraient à appuyer efficacement les efforts de son pays.

UNE DYNAMIQUE AMORCEE DEPUIS LONGTEMPS

L'engagement du Togo contre le trafic d'espèces sauvages protégées remonte à quelques années maintenant. Fort des constata-

tions tendant à indiquer que le Togo se trouve sur une importante route pour la contrebande d'ivoire, le Chef de l'Etat s'est inscrit dans une dynamique visant à éradiquer ce commerce illégal pour une meilleure conservation de la biodiversité.

Car pour lui, le braconnage et les trafics qui y sont liés ne sont pas que des questions environnementales mais constituent également une menace à la paix et à la sécurité. Il avait à ce propos, en mars dernier, notamment sur la campagne de protection des éléphants, publié une tribune dans le journal anglais «The Independent». En début d'année, c'est le ministre de l'Environnement monsieur André JOHNSON qui avait pris une part active au sommet de Londres sur le trafic d'espèces sauvages protégées.

LES CHEFS D'ETAT OU LES PERSONNALITES PRESENTES AU SOMMET USA-AFRIQUE

- Algérie: Abdelmalek Sellal, Premier Ministre
- Angola: Manuel Domingos Vicente, Vice Président
- Bénin: Boni Yayi
- Botswana: Phandu Tombola Chanda Skelemeni, Ministre des Affaires Etrangères
- Burkina Faso: Blaise Compaore
- Burundi: Pierre Nkurunziza
- Cap Vert: Jorge Carlos de Almeida Fonseca
- Cameroun: Paul Biya
- Tchad: Idriss Deby Itno
- Comores: Ikililou Dhoinine
- Côte d'Ivoire: Daniel Kablan Duncan, Premier Ministre
- République Démocratique du Congo: Joseph Kabila Kabange
- Djibouti: Ismail Omar Guelleh
- Egypte: Ibrahim Mahlab, Premier Ministre
- Guinée Equatoriale: Teodoro Obiang Nguema Mbasogo
- Ethiopie: Hailemariam Desalegn Boshe, Premier Ministre
- Gabon: Ali Bongo Ondimba
- Ghana: John Dramani Mahama
- Guinée: Alpha Condé
- Guinée Bissau: Jose Mario Vaz
- Kenya: Uhuru Kenyatta
- Lesotho: Motsoahae Thomas Thabane, Premier Ministre
- Liberia: Joseph Nyuma Boakai, Sr. Vice Président
- Libye: Abdalla Alteni, Premier Ministre
- Madagascar: Hery Rajaonarimampianina
- Malawi: Arthur Peter Mutharika
- Mali: Ibrahim Boubacar Keita
- Mauritanie: Mohamed Ould Abdel Aziz
- Ile Maurice: Navinchandra Ramgoolam, Premier Ministre
- Maroc: Abdel-Ilah Benkirane, Premier Ministre
- Mozambique: Armando Emilio Guebuza
- Namibie: Hifikepunye Lucas Pohamba
- Niger: Issoufou Mahamadou
- Nigeria: Goodluck Ebele Jonathan
- Congo: Denis Sassou-Nguesso
- Rwanda: Paul Kagame
- São Tomé et Príncipe: Gabriel Arcanjo Ferreira da Costa, Premier Ministre
- Sénégal: Macky Sall
- Seychelles: James Alix Michel
- Sierra Leone: Samura Kamara, Ministre des Affaires Etrangères
- Somalie: Hassan Sheikh Mohamud
- Afrique du Sud: Jacob Gedleyihlekisa Zuma
- Sud Soudan: Salva Kiir Mayardit
- Swaziland: King Mswati III
- Tanzanie: Jakaya Mrisho Kikwete
- Gambie: Alhaji Dr. Yahya A.J.J. Jammeh
- Togo: Faure Essozimna Gnassingbé
- Tunisie: Mohamed Moncef Marzouki
- Ouganda: Yoweri Kaguta Museveni
- Zambie: Guy Scott, Vice Président



Récépissé n° 0326 / 18 / 10 / 07 / HAAC du 18 / 10 / 07

Adresse : BP. 431 Lomé
Tél. +228 2235 7766 E-mail: focusinfos@yahoo.fr

• **Directeur de Publication**
Ekpé K. AGBOH AHOUELETE

• **Rédaction**

Franck NONNKPO : Rédacteur en chef
Albert AGBEKO : Secrétaire de rédaction
Ayi d'ALMEIDA : Resp. Desk Politique
Ibrahim SEYDOU

• **Collaboration**

Esso BADOU
Kossi THEMANOUE

Salomon WILSON
Essénam KAGLAN
Wilfried ADEGNIKA

• **Distribution**

Komlanvi Delali AGBOH

• **Maison du journalisme**

Casier N°49

• **Imprimerie**

Imprimerie 1 Rois 17
BP. 8043 Lomé Togo

Tél. +228 90054237
99587773

• **Conception**

Focus Yakou Sarl

Tél: +228 22 26 01 91

+228 22 35 77 66

Lomé Togo

• **Tirage**

2500 exemplaires

Alberto OLYMPIO, le nouvel homme politique qui ringardise l'opposition

✎ Ayi d'ALMEIDA

Alberto OLYMPIO et son Parti des Togolais (PT) derniers venus sur la scène politique togolaise, viennent assurément de donner un coup de vieux aux acteurs et pratiques de l'opposition. Avec un congrès réussi et bien mis en musique, le neveu de Gilchrist OLYMPIO a toutes les chances de surplanter ses prédécesseurs s'il inscrit son engagement dans la durée. Et se départit de ses positions et déclarations, un brin prétentieux.

Cela faisait plusieurs années que la classe de l'opposition n'avait offert au jeu politique de nouvelles énergies. Arc-boutés sur des certitudes et accrochés à des schémas anachroniques, la plupart des acteurs sont à la remorque des événements et ne songent pas au renouvellement des idées, si tant qu'elles aient existé, ni à celui des stratégies. Le nouveau venu sur la scène, Alberto OLYMPIO semble en avoir fait le constat et tiré les leçons. Son congrès et ses sorties ont ringardisé l'opposition et se dessine devant lui, un avenir prometteur pour piquer la place aux « opposants de métier et autres notables de la contestation. » Ses atouts sont nombreux.

D'abord son âge. Il ne s'agit pas d'établir un délit de vieillesse ni de s'interroger sur l'âge des capitaines de l'opposition. Mais il est certain que l'avènement au premier plan d'un quadragénaire est une bonne nouvelle en termes de renouvellement de la classe politique. En effet, à l'heure où les principaux dirigeants actuels sont des quadras, il y a comme un contraste avec leurs interlocuteurs dont beaucoup écumaient déjà la scène il y a 20 ans ; alors que ceux-ci étaient encore pour certains au lycée. Des Jean Kissi ou Gerry Taama répondent

aussi à cette exigence d'une nouvelle génération de leaders. Mais le premier doit se faire souffrance et attendre son heure au sein d'un parti où il est encore obligé de vivre sous l'ombre tutélaire du toujours présent et incontournable Me Yawovi AGBOYIBO son mentor et père spirituel. Le second Gerry Taama, premier responsable de sa formation, n'a pas véritablement fait la mue du blogueur au responsable politique, devant encore et davantage renforcer sa carapace. Quant à un Jean Eklou de l'ANC, il se plaît beaucoup trop dans son costume d'activiste pour incarner le futur. C'est dire donc que c'est un boulevard qui est devant Alberto OLYMPIO, ouvert par le côté has been de ses aînés et l'impréparation de ses hommes de sa génération.

Ensuite le contenu de son discours politique. Cela est rare pour être souligné dans le microcosme politique togolais : un leader avec un discours structuré, correspondant aux préoccupations quotidiennes des Togolais. Mr Olympio parle de l'emploi, de l'agriculture, de l'éducation, des finances publiques là où ses aînés martèlent tous les jours la même litanie et le même refrain : alternance. En clair, que l'on les partage ou pas, il a des

idées qu'il expose, n'attendant pas d'être au pouvoir pour se demander ce qu'il faut faire.

Enfin la forme. Le radicalisme et les invectives sont exclus de son discours. S'il est par moment virulent et très critique, il n'y a presque jamais d'attaques personnelles et les réflexions sont portées sur la politique menée ainsi que la méthode. L'unité et le rassemblement semblent guider sa démarche politique ; ce qui a pour vertu de rassurer ses adversaires et d'établir un climat de confiance, ce qui manque cruellement entre les acteurs politiques de notre pays. A cela, il faudra ajouter la sympathie que font attirer sur lui certaines décisions, notamment l'interdiction d'un premier concert projeté et la concurrence organisée contre un second. Cela lui donne une image de victime. C'est sur cette image que la popularité de Gilchrist OLYMPIO avait été construite de même que le leadership de Jean-Pierre Fabre.

PRETENTIEUX.

Pour autant, la perspective de voir à court terme monsieur Olympio diriger le Togo est quasi inexistante, malgré les certitudes dont il est lui-même bourré. C'est d'ailleurs l'une de ses faiblesses,



lui qui croit pouvoir en quelques mois, convaincre une majorité de Togolais. Si son entourage donne l'exemple de Macky Sall qui a réussi en à peine 1 an à créer son propre mouvement et à gagner l'élection présidentielle au Sénégal, ils oublient un paramètre important. L'actuel Chef de l'Etat sénégalais avait derrière lui une longue carrière politique dans son pays qui l'a conduit à occuper des hautes fonctions dont la présidence de l'assemblée nationale. Mais aussi et surtout à connaître le terrain et à s'être confronté plusieurs fois au suffrage universel. Toutes choses dont ne peut se prévaloir le fondateur d'Axend.

S'il peut être excusé sur certaines déclarations qui s'expliquent par la naïveté et la détermination de tout nouveau venu, en revanche certains de ses choix dans les méthodes sont incompréhensibles

et risquent à terme, de lui porter préjudice en se retournant contre lui. C'est son côté bling-bling et sa propension à étaler « une fortune » alléguée. Même si elle existait vraiment, la sagesse et l'humilité dont doit faire preuve tout homme politique commanderait qu'elle s'exprime de façon discrète. Pour un homme d'affaires, il est bien placé pour savoir que l'argent et le bruit ne font pas bon ménage. C'est aussi le cas en politique. Par ailleurs, l'un de ses handicaps reste son manque d'éloquence.

C'est l'une des choses qui a marqué lors de son congrès où le rendu du discours n'a pas été à la hauteur de son contenu. Un travail reste à faire de ce côté pour envisager à long terme, après avoir pris la place de ses aînés de l'opposition, un destin présidentiel.

Coalition ARC-EN-CIEL : Est-ce la fin ?

✎ Ayi d'ALMEIDA

La coalition Arc-En-Ciel semble au bord de l'implosion et première victime collatérale de l'élection présidentielle à venir. Les ambitions de ses leaders et la nécessaire présence lors d'un scrutin malheureux comme celui élisant le président de la République ébranlent depuis quelques jours l'édifice de cette coalition qu'on pensait solide, parce que reposant sur des idées et une stratégie commune.

C'est que celui des principaux responsables qui l'animent est cornélien. En effet, il s'agit de taire des ambitions légitimes et de ne pas se présenter à l'élection de 2015. Or même si tous n'ont pas les mêmes chances de l'emporter, le but ultime de tout leader politique dirigeant une formation est d'accéder au pouvoir. Et c'est ce scrutin qui sert de rampe de lancement pour y parvenir. Il est donc compréhensible qu'il y ait des hésitations, voire des résistances à la célébration d'une candidature unique. En outre, l'élection présidentielle

est dans notre système politique l'élection par excellence. Celui de la rencontre entre un homme et un peuple. Celui où l'exposition médiatique et publique est totale et à son paroxysme, une occasion unique de connaître et de se faire connaître de tout le pays ; et donc d'asseoir une audience et plus certainement, une image. Ne pas y aller est une décision majeure, voire suicidaire pour chaque leader politique et une occasion manquée pour sa formation. Le choix ne peut se faire dans la légèreté parce qu'engageant le futur du parti po-

litique. Il ne peut l'être que sous réserves d'un certain nombre de conditions bien mûries. Aussi, la situation actuelle au sein d'Arc-En-Ciel n'a rien de scandaleux a priori. D'autant plus que si l'élection avait été à deux tours, cela aurait par exemple permis à chacun de bénéficier de cette exposition utile et productive, de mesurer sa réelle audience et par rapport à l'ensemble des membres, d'établir une sorte de classement selon les scores obtenus.

Là où le bât blesse, c'est que d'une part cette question semble



avoir été résolue de façon cavalière selon certains et que les désaccords soient exposés sur la place publique. C'est donc davantage sur la forme que sur le fond que ce qui se passe au sein de la coalition pose la question de sa survie. Surtout qu'incapable de trouver en son sein un candidat qui s'impose, l'on voit mal com-

ment elle pourra en trouver un avec le Collectif Sauvons le Togo, une ANC dominatrice et un Jean-Pierre Fabre déjà dans la peau d'un candidat et qui confie vouloir sa revanche de 2010. Ce collectif ne peut pas non plus, pour les mêmes raisons évoquées précédemment, être absent à l'élection de 2015 en terme de candidat.

Gabriel Sassouvi Dosseh-Anyron, Président du «Nid» :

✉ Franck NONNKPO

«Le Nid reste convaincu qu'il faut laisser éclore le génie togolais dans l'instauration d'une nouvelle loi fondamentale : la 5ème République»

Ancien ministre et président du parti politique « Le Nid », Gabriel Dossey-Anyron fait partie de ceux qui prônent une troisième voie dans la crise politique togolaise. Au nom du concept « participationnisme », l'homme avait courageusement accepté de participer à un gouvernement dominé à l'époque par l'ancien parti au pouvoir, ce qui lui avait valu les critiques de ses collègues de l'opposition. Aujourd'hui, M. Dossey-Anyron, revient avec une nouvelle proposition : la 5ème République. Dans cette interview exclusive, il revient sur les raisons pour lesquelles le Togo, selon lui, doit tourner le dos à la Constitution de 1992. Il n'a pas manqué de décortiquer d'autres sujets d'actualité. Lecture...

Focus Infos: M. le Président, avant toute chose, prenons les nouvelles de votre parti ; comment se porte « Le Nid » ?

Gabriel Dosseh-Anyron: Le parti « Le Nid », depuis sa création, participe à juste titre, à toutes les échéances électorales ; de par son langage de vérité, le Nid partage sa vision d'un Togo républicain, démocratique et impulse à la réconciliation nationale. En outre, il apporte son soutien aux nécessaires réformes actées par l'APG (ndlr: Accord Politique Global) et sa suite logique qu'est la CVJR.

Par ailleurs, une campagne de sensibilisation du « Nid » sur le thème « Vérité, Engagement et Justice sociale » est en cours auprès de la population et au vu de l'accueil enthousiaste de plus en plus réservé à nos propos sur le terrain, nous ne pouvons que constater que Le Nid, en sa qualité d'acteur innovant dans le débat, se porte plutôt bien.

F.I: A moins d'un événement majeur, l'élection présidentielle aura lieu en 2015 ; dites nous, comment votre parti compte-t-il s'engager dans cette course à la magistrature suprême ?

G.D-A: Pour nous, au parti « Le Nid », un constat est à l'ordre du jour ; la crise politique togolaise qui perdure, trouve son origine suite à l'évolution des textes de notre constitution de 1992. D'un régime semi-parlementaire, nous sommes désormais, par le biais du « toilettage » (ndlr: de la constitution togolaise), dans un régime présidentiel fort. Ce choc constitutionnel doit être apaisé. Vous pourriez donc convenir avec nous que l'événement majeur qui s'est produit depuis les élections présidentielles de 2010, reste la fin des travaux de la CVJR qui ouvre la voie à la réussite de son pendant politique ; le « Volet Réconciliation ».

La mise en œuvre de ce « Volet Réconciliation » doit nécessairement précéder l'organisation des élections présidentielles et ceci, dans un cadre balisé et matérialisé par de nouveaux textes constitutionnels et institutionnels appropriés. On comprend aisément que « Le Nid » s'inscrit dans la dynamique des réformes constitutionnelles et institutionnelles avant

ces élections conformément aux décisions de son Conseil National du 22 Mai 2014. Toutefois, si les élections sont organisées en dépit de ce bon sens face à la contribution raisonnable du « Nid » à ce débat, une réflexion responsable devrait s'engager à son sein pour déterminer la meilleure attitude à adopter dans l'intérêt supérieur de la nation afin de promouvoir efficacement la raison.

F.I: Après le participationnisme et le réformisme, deux concepts diversement appréciés par la classe politique togolaise, « Le Nid » revient au devant de la scène avec une nouvelle proposition, celle de la 5ème République. Qu'en est-il exactement ?

G.D-A: La classe politique togolaise, dans son ensemble, a opté pour les réformes en signant l'Accord de Politique Global. Et ce même accord exige des signataires, leur participation à un Gouvernement d'Union Nationale pour la mise en place de ces réformes. Le Nid reste précurseur dans cette démarche salutaire au profit de l'efficacité de l'action politique dans notre pays. Nous ne pouvons qu'observer que ces deux concepts ne font plus l'objet d'une quelconque divergence au sein de la classe politique togolaise. Nous nous permettons de vous faire remarquer que même l'UFC a fini par faire sienne cette approche civilisée des pratiques républicaines. On pourrait ajouter sans crainte que la rue demeure une démarche stérile et contre-productive ; cette orientation est vouée à l'impasse dans la réalité togolaise. Mieux, les négationnistes de la crise dans leur intransigeance à refuser tout compromis, ne rendent pas service à la nation.

Le Nid est une force propositionnelle certaine et reste convaincu qu'il faut laisser éclore le génie togolais dans l'instauration d'une nouvelle loi fondamentale : la 5ème République.

La 5ème République devrait s'atteler à nous ressembler pour nous rassembler et surtout créer les conditions irréversibles de la concorde nationale dans sa lettre comme dans son esprit, en mettant en place des institutions fortes.

La 5ème République doit être un

atout et nous permettre à nous tous, de nous unir dans l'ordre juste ; une œuvre collective et individuelle, au profit de la refondation de la nouvelle République et marquer de façon claire le choix du type de régime innovant et fonctionnel que nous désirons. Le type de régime qui correspondrait le mieux aux aspirations et aux configurations pluriethniques du peuple togolais, en veillant concomitamment à assurer dans l'harmonie, la démocratie et la stabilité politique.

Ce sera une architecture qui repose sur le principe du respect de la diversité et sa variante culturelle pour faire de nos 40 ethnies une vraie richesse ; elle doit constituer le moteur de la dynamique des liens collectifs et individuels. Ce serait là, la base essentielle pour s'éloigner de la fracture sociale et régionale par une juste redistribution de la richesse par le travail afin d'aller dans la concorde à la cohésion nationale, au progrès économique et social qui reste définitivement le réel enjeu pour le bien être de la population.

A l'horizon, une amnistie générale s'impose : "LE GRAND PARDON", pour sceller la réconciliation.

F.I: Selon vous, pourquoi est-il si important pour le Togo de passer à la 5ème République ?

G.D-A: L'animation de la Constitution de la 4ème République est génératrice d'une crise sociopolitique permanente. Cette Constitution de la 4ème République, axée sur un régime semi-parlementaire et fortement adoubee par voie référendaire en 1992 par le peuple confiant en son élite, se révèle un jeu de dupe. Dans sa rédaction, les parties en présence font l'impasse sur le parcours de la formation historique de l'Etat togolais. Les normes exclusivement occidentales d'une démocratie apaisée sont actées d'où l'impérative nécessité à tourner cette page.

F.I: Pensez-vous que cette proposition trouve un écho favorable auprès de la classe politique en ce moment où tous les regards sont tournés vers les élections de 2015 ?

G.D-A: Historiquement, Le Nid reste



précurseur dans l'action politique togolaise. L'enjeu ici, c'est la réconciliation. La 5ème République est la conséquence mécanique des travaux de la CVJR.

La CVJR, n'est pas un acte banal du pouvoir, adressé exclusivement à l'égard de la communauté internationale pour marquer sa bonne foi ; c'est avant tout, un acte majeur, adressé d'abord à l'endroit du peuple togolais, dans le but d'acter la vérité, de rendre effective l'impérative justice par la réparation et d'engager une vraie et réelle réconciliation.

Le Nid exhorte le Président de la République à maintenir son courage et à créer les réelles conditions de la réconciliation. La CVJR est un outil-tremplin pour cette démarche inévitable qui favorise l'installation de la 5ème République.

Il faut définitivement admettre que là où il y a une volonté, il existe toujours un chemin.

F.I: Il y a quelques jours, l'actualité politique au Togo était dominée par le rejet par l'Assemblée Nationale de la proposition de loi du gouvernement portant réformes constitutionnelle et institutionnelle. Votre analyse par rapport à cette situation !

G.D-A: Ce n'est pas étonnant de voir rejeté le projet de loi par l'Assemblée Nationale. Le Nid a toujours appelé à un dialogue inclusif au profit d'un pacte républicain entre tous les représentants des forces politiques togolaises ayant participé aux élections législatives de 2013.

F.I: Quel regard portez-vous sur le

débat autour de la composition de la CENI ? Que propose Le Nid en la matière ?

G.D-A: La vérité des urnes exige l'impartialité de l'arbitre. Il est évident pour Le Nid qu'il faut aller à une CENI Technique Permanente pour couper le cordon ombilical avec les partis politiques. Laisser la CENI dans sa configuration actuelle préfigure une contestation de la proclamation des résultats du scrutin présidentiel et des lendemains tumultueux.

F.I: L'actualité ces derniers jours, c'est le sommet États Unis - Afrique ; que doit en attendre le Togo, selon vous ?

G.D-A: Le réveil des USA face à l'Afrique ne peut être que salutaire. L'Afrique a besoin d'un « Plan Marshall » pour produire « Made in Africa » en général et « Made in Togo » en particulier. Le Nid souhaite qu'on crée de véritables structures de transformation pour exporter les produits semi-finis voire finis vers ce nouveau marché qui s'ouvre. C'est une opportunité qui s'offre à la mise en place à terme d'un tissu industriel capable de créer de vrais emplois, des emplois non assistés à la jeunesse togolaise. L'ACP/UE constitue un modèle remarquable. L'AGO, différent et complémentaire est le bienvenu. Il va probablement élargir notre horizon économique et social. A nous d'être audacieux et se l'approprier à bon escient. L'espoir ici, est la mise en route effective d'un instrument de libre - échange susceptible de booster notre développement durable.

AGO, Woézon!

DOSSIER :

Esso BADOU

Votre paquet de ciment pèse-t-il réellement 50 kilos ? Enquête sur une arnaque bien répandue

4 7 voire 46 kilogrammes, c'est bien souvent le poids du paquet de ciment que nous achetons, bien qu'il soit mentionné en grands caractères sur l'emballage: « 50 kilogrammes ». Cette réalité ignorée par la majorité de la population, est le fait de distributeurs de ciment qui, en plus de la spéculation, siphonnent le contenu du paquet avant la vente. La pratique devenue presque « normale », malgré les contrôles de l'Association Togolaise des Consommateurs (ATC) et du ministère du Commerce, est une belle escroquerie.

Le phénomène ...

Il touche généralement les paquets de ciment Diamond et Fortia. La pratique consiste à diminuer le contenu des paquets de 3 ou 4 kilogrammes. Le produit obtenu est ensuite transvasé dans des paquets vides récupérés et préparés à cet effet. G. Kokou, ancien gérant d'un dépôt de ciment raconte: « Avant d'être gérant, j'ignorais la pratique. Un jour, nous avons reçu une livraison de 400 paquets de ciment. Juste après, arrive un maçon qui voulait acheter. A ma grande surprise, mon patron lui dit que tout le stock était réservé. La même réponse a été donnée à tous ceux qui arrivaient après le maçon. Vers 18 heures et demie, j'ai fermé la boutique sur instruction de mon patron qui fit entrer deux hommes. Nous étions quatre dans le magasin et avons commencé à « travailler » les paquets de ciment. Les deux hommes plongeaient la main dans chaque coin du paquet et en faisaient sortir une quantité de ciment qu'ils versaient, au moyen d'un entonnoir, dans un

réceptif censé contenir, s'il est plein, trois kilogrammes de ciment.

Tour à tour, les 400 paquets passèrent et le produit recueilli était transvasé dans des paquets vides récupérés, qui sont ensuite minutieusement recollés.

Notre opération terminée, nous gagnâmes 25 paquets de ciment. Tout le stock, 425 paquets, était soigneusement rangé et prêt pour la vente. Il sonnait environ 22 heures.

Cette opération se répétait chaque fois que nous renouvelions notre stock.

Cette pratique est courante à Lomé, beaucoup plus à Baguida, Agoe, Avepozo, Adetikope, Adidogomé, Zanguera, Amadenta, selon l'ATC.

Quelles conséquences...?

Le trafic du contenu du paquet de ciment a un impact non négligeable sur les infrastructures routières, les édifices et autres ouvrages nécessitant l'usage du ciment en grande quantité. En effet, dans la construction de ces infrastructures, ce trafic fausse

les calculs notamment en ce qui concerne les dosages. Pour faire du béton par exemple, il faut un paquet de ciment de 50 Kilogrammes, une brouette de sable et deux brouettes de graviers. Lorsque les paquets sont trafiqués, ce schéma est faussé et pour plusieurs mètres cubes de béton, l'impact devient important, réduisant ainsi la résistance des ouvrages et leur durée de vie.

Pour une route, explique M. Charles BILAKE, Directeur général du groupe Immobilier ARCHE, « c'est en réalité ces couches (couche de fondation et sol ciment) qui supportent la charge du trafic, le revêtement bitumineux n'étant qu'un habillage, tel un carreau sur un dallage ».

En outre, le défaut de dosage, ajouté aux pertes naturelles lors de la construction, augmente les risques d'écroulement des bâtiments.

« Ce trafic ajouté aux pertes augmente le risque d'effondrement surtout dans un pays où beaucoup ne consultent pas les spécialistes avant de lancer leurs chantiers », confie M. BILAKE. « Le jour où le maçon fait le mur, il tient mais il ne pense pas forcément à la durée de vie du bâtiment », ajoute-t-il.

Par ailleurs, les maçons se plaignent souvent de ce trafic qui déjoue les devis, provoquant des mésententes entre eux et les propriétaires de chantiers. « Lorsque nous envoyons le devis et que nous revenons après pour demander du ciment en plus, les propriétaires pensent que nous avons volé des paquets », se plaint M. EKLOU Thomas, maçon.

Dans un tout autre registre, la pratique entraîne des pertes financières pour l'entrepreneur. Pour un paquet de Diamond ou Fortia par exemple, le kilogramme revient à 80F; ce qui fait perdre à l'entrepreneur 240F sur un paquet (dont le contenu est diminué de 3 kilogrammes) et 48.000F sur une tonne! « Quand l'entrepreneur a une dalle qui doit lui prendre 100 tonnes de ciment, il a une perte de 480 000 si le distributeur s'amuse à diminuer de 3 kilos chaque paquet. Ce qui est grave », regrette M. BILAKE.

Contre le phénomène: des mesures fortes mais... peu efficaces

Le ministère du Commerce et de la Promotion du Secteur privé, par l'entremise de ses inspecteurs et contrôleurs assermentés, exerce un contrôle quotidien (de mardi à vendredi), sur tout produit de commerce, en vue de



Un dépôt de ciments

détecter les pratiques anormales.

Ces inspecteurs, 40 à Lomé et 10 par région dans le reste du pays, sont chargés du respect des prix, de la qualité des produits et de la concurrence, ceci dans le cadre de la double mission du ministère du Commerce qui est de « protéger les intérêts légaux des opérateurs économiques d'une part, et de promouvoir la consommation en assurant à la population des produits de qualité à un prix raisonnable, d'autre part », explique M. ABE Talime Claude, Directeur du Commerce Intérieur et de la Concurrence.

Dans leur descente sur le terrain, ces agents rencontrent souvent des cas de commerçants véreux qui trafiquent le contenu des paquets de ciment et font la spéculation de ce produit. Les sanctions vont de la fermeture du magasin au paiement d'une amende proportionnelle à la gravité de la faute.

Selon le Directeur du Commerce Extérieur, en 2013, une quinzaine de magasins ont été fermés contre une vingtaine durant le premier semestre de l'année en cours.

L'ATC a, quant à elle, souvent mené des campagnes d'information et de sensibilisation sur les médias à l'endroit de la population pour dénoncer cette pratique. Elle saisit régulièrement les administrations compétentes en la matière et informe les contrôleurs du ministère du Commerce dès qu'elle est informée d'un cas. Elle a également effectué, avec l'appui technique de la Direction de la Métrologie, des contrôles inopinés dans certains points de vente de ciment à Lomé. Ces actions sont cependant uniquement dissuasives.

Malgré ces mesures du ministère du Commerce et de l'ATC, la pratique continue de plus belle.

Face à cette situation, M. BILAKE suggère la modification des emballages pour empêcher que le contenu soit trafiqué. « Il y va de l'intérêt de l'entreprise car ce n'est pas une bonne réputation d'avoir des emballages faciles à truquer surtout étant dans une base très concurrentielle où il ya plusieurs sociétés de production du ciment », fait-il remarquer.

La lutte contre ce phénomène passe également par le renforcement des contrôles du ministère du Commerce. A cet effet, M. ABE Talime sollicite la contribution de la population. « Il faut que les consommateurs dénoncent ces opérateurs indécents pour nous permettre d'être efficaces sur le terrain », souhaite-t-il.

Son de cloche similaire chez M. ALADJOU, Secrétaire Général de l'ATC. « Nous conseillons à la population d'exiger un reçu lors de l'achat du ciment. Faire peser de temps en temps les paquets de ciment en vue de dissuader un tant soit peu les fraudeurs. En cas de trafic, informer le plus tôt la Direction ou la Brigade du Ministère du Commerce. Les populations peuvent faire aussi appel aux forces de sécurité pour faire valoir leur droit », conseille-t-il.

Pour certains professionnels de l'immobilier, si le circuit du ciment depuis le fabricant jusqu'à l'utilisateur en passant par les grossistes et les distributeurs, n'est pas maîtrisé, il revient aux entrepreneurs qui sont les premiers responsables sur un chantier de vérifier les stocks livrés pour ne pas tomber dans les filets des trafiquants.

Le trafic du contenu du paquet de ciment est une pratique bien réelle contre laquelle les mesures du ministère du commerce et de l'ATC se révèlent peu efficaces. Pour éviter d'en être victime, il revient à chaque consommateur de faire preuve de vigilance.



Contrôle de poids et de mesure par les agents de l'ATC

☞ Franck NONNKPO

Définir une nouvelle orientation pour le fret aérien en Afrique: Une préoccupation de l'OACI

Lomé a abrité du 05 au 07 août 2014, un forum sur le développement du fret aérien en Afrique. La rencontre était organisée par l'Agence Nationale de l'Aviation Civile du Togo (ANAC-Togo) en collaboration avec l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale (OACI). Il s'agissait pour les participants venus des 191 Etats membres de l'OACI, de définir une nouvelle vision du fret aérien répondant aux besoins des économies africaines, aux défis majeurs et aux exigences d'efficacité et de sécurité du transport aérien.

Le fret aérien en Afrique représente 2% du volume mondial. Il connaît une progression annuelle de 2,5% et génère 60 millions d'emplois et 35 billions de dollars de chiffre d'affaires. Plusieurs obstacles minent son développement. Ce sont notamment : le protectionnisme des Etats, la vétusté des installations, équipements et infrastructures aéroportuaires, l'exigence croissante de la communauté internationale en matière de normes de sécurité.

Face à ces défis, M. Augustin Tompiou-Zouo, Commissaire chargé de l'Aménagement du Territoire Communautaire et des Transports de l'UEMOA, préconise une approche solidaire des Etats africains et de

leurs organisations avec le concours des partenaires et le leadership de l'OACI.

Le son de cloche était le même chez Colonel Gnama Latta, Directeur général d'ANAC-Togo. « Ensemble, nous serons plus forts », a-t-il lancé aux participants.

Pour sa part, M. Aliu Bernard Olumuyiwa, Président de l'OACI, lie le développement de l'Afrique à celui du fret aérien sur le continent. Selon lui, l'avenir du continent passe par le développement du service aérien, passager et fret.

Ouvrant la rencontre, le Premier ministre, Arthème Ahoomey Zunu a indiqué que le Togo, s'est réjoui de la tenue du forum, premier du genre organisé par l'OACI sur le sol

africain. Le Togo, comme tous les Etats africains, attendait beaucoup de cette rencontre, a-t-il indiqué. « Plus que jamais, le Togo, à l'instar d'autres Etats contractants de l'OACI, s'est résolument engagé à relever le défi du développement et de la croissance dans tous les domaines », a déclaré le premier ministre qui, au passage, a déploré : « Pendant que sur les autres continents et notamment l'Asie, le trafic de fret aérien est devenu prépondérant et que les flux continuent de croître entre l'Amérique du Nord, l'Europe et l'Asie, les flux nord-sud notamment avec l'Afrique sont encore fragiles et la part de marché du continent reste faible, soit autour de 3% ».

Cependant si la situation à l'échelle du continent reste difficile, il n'en demeure pas moins que le Togo, ces trois dernières années, a enregistré des avancées notables en ce qui concerne le fret aérien, grâce notamment à la création de la compagnie aérienne régionale



Des participants posant avec les officiels

Asky, soutenu par son partenaire Ethiopian Airlines qui a installé à Lomé son Hub fret pour l'Afrique de l'ouest.

Ethiopian Airlines dispose d'un Boeing 737-400 F cargo, basé en permanence à Lomé, assurant l'expédition de produits périssables vers le reste de l'Afrique et à l'international via Addis Abeba, siège des opé-

rations d'Ethiopian Cargo.

Par ailleurs, de nouvelles perspectives de développement du fret aérien s'ouvrent pour le Togo avec l'ouverture de la nouvelle aérogare, prévue pour fin 2014 et l'extension de la zone de fret qui pourra traiter 50.000 tonnes/an contre 15.000 actuellement.

Guichet Unique au Port Autonome de Lomé: Un outil pour booster le Commerce extérieur

☞ Franck NONNKPO

La phase pilote import maritime du Guichet Unique pour le Commerce Extérieur au Port Autonome de Lomé (PAL) a été lancée le vendredi 25 juillet 2014 par le premier ministre Séléa-godji Ahoomey-Zunu.

Le Guichet Unique fait partie des réformes majeures entreprises par le gouvernement togolais ces dernières années pour booster l'économie. Il est virtuel et constitue « une plateforme unique dématérialisée et interactive à l'usage de la communauté du commerce extérieur.

Une plateforme où toutes les informations et formalités nécessaires pour la sortie des marchandises du Port Autonome de Lomé, des frontières et des aéroports seront disponibles au même endroit, ce qui engendre non seulement une célérité dans les transactions, mais aussi une forte diminution des coûts et la disparition des goulots d'étranglement afin d'augmenter les recettes de l'Etat » a déclaré le Premier

ministre.

Selon Mme Légzim-Balouki Bernadette, ministre du Commerce et de la Promotion du Secteur privé « cette réforme majeure requiert une présentation des procédures nouvelles et le trafic import comme l'annonce de l'escale et de la marchandise, le déchargement de la marchandise, les amendements au manifeste, l'échange de connaissance, le bon à délivrer commercial, les formalités des douanes, l'émission et le paiement du document de frais unique, l'autorisation de sortie, le contrôle de l'accès au port, la sortie du terminal, la sortie effective du port ».

Pour M. Olivier Lederer, Directeur général de la Société d'Exploitation du Guichet Unique pour le Commerce Ex-

térieur (SEGUCE), l'objectif du gouvernement en créant le Guichet unique est de « donner au système économique et commercial du Togo un nouvel élan, afin de le rendre plus efficace et lui faire jouer pleinement son rôle d'appui au développement du pays ».

Désormais tous les acteurs impliqués dans le commerce et le transport doivent déposer les informations et les documents normalisés auprès d'un point d'entrée unique afin de remplir toutes les formalités officielles liées à l'importation, à l'exportation et au transit.

D'ici à fin 2015, le Guichet Unique couvrira tout le territoire togolais. Outre la phase pilote lancée ce vendredi, deux autres phases seront effectuées.

Pour rappel, la phase pilote du Guichet Unique, pour le corridor maritime a démarré le 30 juin dernier. Le Guichet unique a déjà formé plus de 600 per-



Mme Bernadette Légzim-Balouki, ministre du Commerce

sonnes issues de la douane, du port, des consignataires, manutentionnaires, transitaires, banques et du Conseil national des chargeurs.

Le Guichet unique, c'est des données sécurisées et accessibles uniquement par les entités autorisées et habilitées via

une application internet ou par interfaces; c'est également le traitement et la transmission des décisions des diverses autorités aux acteurs via le système d'information; la sécurisation de la chaîne logistique grâce au tracking et tracing de la marchandise tout en assurant la confidentialité des données.

BESSANH Komlan Edem, Directeur de la société «Sois éclairé» :

✎ Albert AGBEKO

« J'étais la risée des amis ... »

Depuis sa tendre enfance, BESSANH Komlan Edem développait déjà des aptitudes d'entrepreneur. Ce qui s'apparentait à un don à l'époque, s'est développé au fil du temps. Arrivé à Lomé pour ses études supérieures et en manque de moyens, le jeune Komlan se lancera dans son activité favorite : le commerce. Avec une glacière de yaourt et de jus sur la tête, il se rendait dans les marchés de la capitale ou sur le campus de Lomé. Ce n'était pas facile.

« A cette époque, les camarades se moquaient de moi », se rappelle-t-il. La situation était pareille au grand marché; des amis m'insultaient en me croisant et se demandaient si je n'avais rien trouvé de mieux à faire après ma licence. « Si je n'étais motivé, je n'aurais pas pu y arriver », ajoute-t-il.

Aujourd'hui, M. BESSANH est à la tête de sa propre entreprise « Sois éclairé », spécialisée dans la production de boissons nutritionnelles à base du soja, champignon et légumes.

Grâce à une technique précise qui garantit la qualité des produits, l'entreprise arrive à produire et à conserver le jus de champignon et le lait de soja naturellement stabilisé sur une longue période. En dehors de cette production, « Sois éclairé » est spécialisée dans la production et la valorisation des champignons et de bio-insecticides. Elle produit du champion comestible pour en faire une boisson nutritionnelle, une boisson

qui renforce le système immunitaire humain. Ces productions sont aussi enrichies par les légumes nutritionnels.

La boisson à base de soja, M. BESSANH l'a apprise par l'intermédiaire de son pasteur qui l'a mis en contact avec une dame qui l'a initié. « Je me suis rendu compte que grâce à la vente du lait de soja je pouvais économiser jusqu'à 15 000 F par jour. Et je me suis dit : quel fonctionnaire togolais gagne 15 000 F par jour? J'ai trouvé que c'est une bonne affaire et je me suis lancé dedans », raconte-t-il. Aujourd'hui, le jeune entrepreneur ne regrette pas son choix. Son entreprise emploie sept personnes, un nombre que M. BESSANH compte porter à douze (sans compter les temporaires) dans les mois à venir afin d'augmenter le nombre de dépôts sur le territoire national. Pour l'instant, payer ces employés à leur juste valeur, est l'un des défis majeurs pour le

jeune entrepreneur. Certains en effet, ont le niveau baccalauréat. L'étroitesse du marché et le manque de moyens de transport constituent les autres difficultés pour la société « Sois éclairé ».

Mais en attendant, le patron a à cœur d'embouteiller ses produits pour les rendre pratiques aux consommateurs quel que soit l'endroit où ils se trouvent. C'est d'ailleurs, l'idée qui l'a amené à se rapprocher des institutions de micro-finance et plus tard du Fonds d'Aide aux Initiatives Economiques des Jeunes (FAIEJ), pour un soutien.

« Ce n'est pas facile d'entreprendre vu les conditions socio-économiques du pays » raconte-t-il. « Mais si tu as la passion pour ce que tu veux faire, avec un peu de courage et de persévérance on y arrive toujours. Et c'est ce que nous faisons ici. Nous ne sommes pas totalement arrivés mais nous allons y arriver », confie-t-il, optimiste.

Titulaire d'une Licence en comptabilité-audit, M. BESSANH, président des jeunes entrepreneurs du Togo, ne compte pas s'arrêter en si bon chemin. Au contraire, il entend élargir son champ d'action.

En dehors de son entreprise, M. BESSANH est assistant



BESSANH Komlan Edem

comptable à l'ONG AJID en tant que contractuel. « Je ne vais là-bas que trois jours dans la semaine. Je ne veux pas abandonner », confie-t-il. Il est égale-

ment président d'une association chrétienne et organise des formations en entrepreneuriat pratique.

MOOV-TOGO INNOVE PAR TROIS

✎ Raphael DJAMESSI (Stagiaire)

C'est la marque de Moov-Togo pour ces débuts de vacances : trois produits inédits à l'endroit de ses abonnés. La présentation desdits produits a été faite vendredi dernier à Lomé à travers une conférence de presse en présence des responsables de la société de téléphonie mobile et de certains de ses partenaires. Il s'agit notamment des nouvelles options de l'offre Flooz qui existe déjà, du programme de fidélité Fidelix et d'une offre qui sera lancée en septembre, dénommée « Mon incroyable anniversaire ».

« Notre objectif en lançant ces produits, c'est d'être toujours plus proches de nos abonnés, de leur offrir des produits pour faciliter leur quotidien et en adéquation avec les nouvelles technologies », a confié Sissoko Cheick Omar, Chef Division Produits et Services de la société.

En effet, en plus des possibilités préexistantes de l'offre Flooz, il sera désormais possibles aux abonnés Moov d'acheter leur code LAFIA (communément

appelée Cash Power) via leur téléphone mobile et ce, sans se déplacer. Il leur sera aussi possible, grâce à un partenariat avec l'entreprise de vente en ligne « SOUK EXPERT », de faire des achats en France et d'être livrés à Lomé, avec paiement en ligne via Flooz, dans un délai d'une semaine par DHL.

A travers l'offre Fidelix, Moov-Togo entend récompenser ses clients fidèles par un système de cumul de points. Les abon-

nés éligibles à ce programme cumuleront automatiquement des points à chaque consommation à raison de 1 point pour 100 F CFA consommés en crédit de communication et pourront ensuite échanger ces points contre des cadeaux allant des téléphones portables aux offres multimédia en passant par des forfaits d'appels, des forfaits SMS, des bon d'achats dans les boutiques partenaires de Moov, des goodies, ...

Quant à l'offre « Mon incroyable anniversaire », elle permet aux abonnés de faire gagner un cadeau d'anniversaire à une tierce personne en votant pour elle le jour de son anniversaire en envoyant plusieurs SMS au 5005. L'abonné ayant recueilli le plus de vote pourra rempor-



Les responsables de Moov-Togo lors de la présentation des produits

ter soit une télévision 42pouce ou un Smartphone. Implantée au Togo depuis 2009, la société de téléphonie

mobile Moov-Togo compte aujourd'hui environ 1.850.000 abonnés.

EBOLA :

Ibrahim SEYDOU

Alerte générale, l'Afrique privée du sérum expérimental

Le virus EBOLA semble hors de contrôle. Plus de mille (1000) morts déjà signalés en Afrique et l'épidémie qui se propage encore plus tous les jours, est en passe de devenir la plus grave depuis l'apparition de cette fièvre hémorragique. C'est la panique dans plusieurs pays du continent, y compris au Togo même si aucun cas avéré n'y a été encore signalé.

Selon l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), il faut considérer désormais l'épidémie de fièvre hémorragique Ebola comme « une urgence de santé publique de portée mondiale. » Cette déclaration de l'organisation fait suite à une réunion de deux jours fin semaine dernière de son comité d'urgence et du constat que l'épidémie actuelle est « la plus importante et la plus sévère » en quatre décennies, a souligné dans une conférence de presse la directrice générale de l'OMS Maragaret Chang. « Les conséquences possibles de sa poursuite seront particulièrement graves compte tenu de la virulence du virus » a-t-elle prévenu.

De fait, si l'OMS ne met pas en quarantaine les quatre pays les plus touchés (Guinée, Sierra Leone, Libéria et Nigéria) pour ne pas aggraver leur situation économique, elle demande en revanche des mesures de contrôle à leurs points de sortie et des précautions particulières aux compagnies aériennes qui continuent de les servir. Elle a indiqué en outre que seule « une réponse internationale coordonnée est essentielle pour arrêter et faire reculer la propagation internationale d'Ebola ».

ALERTE :

Face à l'ampleur de l'épidémie, les pays africains se mobilisent et prennent le cas échéant des mesures draconiennes. Tour d'horizon.

Guinée : fermetures des frontières. Le gouvernement a annoncé samedi la fermeture de ses frontières terrestres avec le Libéria et la Sierra Leone pour tenter d'enrayer la propagation de l'épidémie de fièvre hémorragique Ebola affectant ces trois pays d'Afrique de l'Ouest.

«La Guinée a décidé de la fermeture provisoire de ses frontières terrestres avec ses voisins du Libéria et de la Sierra Leone», a déclaré le porte-parole du gouvernement, le ministre Albert Damantang Camara.

Sierra Leone : des policiers mobilisés. Plus de 1 500 policiers et militaires sont en cours de déploiement en Sierra Leone pour faire respecter les mesures de quarantaine dans des zones en proie à l'épidémie de fièvre hémorragique Ebola, a annoncé samedi le gouvernement. «Le nombre total que nous sommes en train de déployer est de 1 501 personnes», a déclaré le ministre de la Défense, Palo Conteh, à l'antenne de la radio-télévision publique SLBC.

Nigeria : les cas se multiplient. De nouveaux cas d'Ebola ont été signalés par le Nigeria, pays le plus peuplé d'Afrique, accroissant la préoccupation face à l'épidémie de cette fièvre hémorragique. Avec 13 cas confirmés, probables ou suspects (dont deux mortels) enregistrés en moins de trois semaines selon le dernier bilan de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), le Nigeria est le quatrième pays affecté par l'épidémie, qui restait samedi limitée à Lagos, capitale économique et ville la plus peuplée d'Afrique de l'Ouest avec plus de 20 millions d'habitants. Pour lutter contre la flambée, l'Etat de Lagos a fait appel samedi aux volontaires, reconnaissant être confronté à un manque de personnel, deux jours après la levée d'un mot d'ordre de grève de médecins de la Santé publique.

En raison de l'apparition du virus à Lagos, le Nigeria a décidé d'accorder plus de 11,5 millions de dollars (plus de 8,6 millions d'euros) à la lutte contre l'épidémie et décrété vendredi l'état d'urgence sanitaire.

Libéria : l'élection sénatoriale reportée. La campagne pour les élections sénatoriales partielles au Libéria a été reportée sine die en raison des restrictions de déplacement imposées par la lutte contre l'épidémie d'Ebola, a annoncé samedi la commission électorale. Cette campagne, initialement prévue du 12 août au 12 octobre, a été reportée «à une date qui sera annoncée ultérieurement»,

a affirmé la Commission Nationale des Elections (NEC) dans un communiqué.

Par ailleurs, une missionnaire congolaise qui était avec les religieux espagnols évacués jeudi du Libéria en raison de l'épidémie due au virus est décédée samedi à Monrovia de cette fièvre hémorragique, a annoncé à Madrid l'ONG pour laquelle elle travaillait. «L'Ordre hospitalier de San Juan de Dios (Saint-Jean de Dieu) annonce la triste nouvelle du décès ce matin de la soeur Chantal Pascaline causée par Ebola à l'hôpital Saint-Joseph de Monrovia», a indiqué l'ordre religieux dont fait partie le prêtre espagnol Miguel Pajares, premier malade infecté par le virus de la fièvre hémorragique Ebola rapatrié en Europe.

La Côte d'Ivoire, qui partage des frontières avec aussi bien la Guinée que le Libéria, a annoncé la suspension des vols de sa compagnie nationale vers les pays affectés par la fièvre et a interdit à toutes les compagnies de transporter les passagers de ces pays vers Abidjan. Par ailleurs, le gouvernement ivoirien – qui avait déploré à la mi-juin un « relâchement de la vigilance » face à la maladie – a décidé de renforcer la surveillance à l'aéroport d'Abidjan.

Tchad : vol en provenance du Nigeria suspendus. Le gouvernement tchadien a décidé de suspendre tous les vols en provenance du Nigeria voisin pour éviter la propagation du virus Ebola depuis ce pays, a-t-on appris samedi de source officielle. «En raison des risques liés à la



transmission du virus Ebola, le gouvernement tchadien a décidé de suspendre à compter de ce jour et jusqu'à nouvel ordre tous les vols en provenance directe du Nigeria», indique une note de l'autorité de l'aviation civile. «Les compagnies qui fréquentent les plates-formes aéroportuaires (de Kano, Maiduguri, Lagos et Abuja) doivent opérer des changements dans leur planning des vols à destination de N'Djamena afin d'éviter un stop au Nigeria», explique le texte. Il n'existe actuellement aucun cas de virus Ebola au Tchad, selon le ministre tchadien de la santé.

TOGO EPARGNE

Le gouvernement a dû intervenir pour circonscrire la panique. Mais sans grand succès puisque la folle rumeur annonçant des cas de découverte de la fièvre hémorragique Ebola continue son bonhomme de chemin, alimentée par plusieurs informations non vérifiées. Pourtant à l'heure actuelle, les sources médicales crédibles confirment qu'il n'y a à ce jour, aucun pa-

tient souffrant de cette maladie admis dans les centres de santé de notre pays.

Tout est parti de la prise en charge d'un homme qui aurait craché du sang pendant une heure après s'être écroulé jeudi dernier en pleine rue dans le quartier Doulassamé non loin de la Place Anani Santos à Lomé, provoquant la panique aussi bien chez les riverains que les passants. Très rapidement, les rumeurs en ont fait une victime de la fièvre EBOLA.

Pourtant, après analyse dans le centre d'isolement du CHU Campus où il a été évacué, les médecins ont conclu que l'homme n'en souffrait pas. La cellule de gestion et de prévention contre la maladie a établi qu'il était hémophile et faisait une hémorragie interne due à « l'automédication. » Après la fausse alerte de Doulassamé, c'est à Atakpamé que la rumeur s'est transportée, relayée par des médias, plusieurs sites internet et les réseaux sociaux. Ils annonçaient deux cas, l'un avéré et l'autre suspect dans cette

UN SERUM INDISPONIBLE POUR LES MALADES AFRICAINS

Le sérum expérimental ZMapp mis au point par l'américain Map Biopharmaceutical et le canadien Defyrus est peut être en mesure de vaincre le virus Ebola. Jusque-là testé sur des singes, le sérum a été administré à deux humains américains, contaminés lors d'une mission au Libéria. Ils montreraient depuis des signes encourageants de rémission. Mais curieusement, aucun Africain victime n'a reçu comme cobaye, ce sérum. Pour justifier cette situation, il est avancé le fait qu'il n'ait pas été produit à grande échelle, qu'on en connaît pas les effets secondaires sur les humains ou

encore que rien ne garantit qu'il soit véritablement efficace. On souligne par ailleurs que même devant une épidémie, il faille respecter les protocoles de sécurité propres à tout nouveau médicament. Pour les deux américains, il est soutenu qu'ils avaient, de par leur formation, la capacité d'apprécier le danger de prendre un sérum expérimental. Pas convaincant puisque plusieurs ONG africaines relèvent à juste titre d'ailleurs, que si Ebola touchait les pays occidentaux, les autorités desdits pays auraient beaucoup moins de scrupules à tenter de soigner leur propre population, sérum expérimental ou pas.

(Suite à la page 14)

Togo-UNFPA:

Une vingtaine de sages-femmes formées en soins obstétricaux et néonataux d'urgence

La situation des soins néonataux est très préoccupante au Togo. En effet, très peu de centres médicaux offrent efficacement ces services spéciaux. Or, on ne peut réduire de façon considérable la mortalité maternelle et la mortalité des nouveau-nés sans un accent particulier sur les soins néonataux d'urgence que la plupart des prestataires ne maîtrisent pas.

C'est ce constat qui a amené le ministère de la Santé appuyé par le Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA) à organiser un atelier de renforcement sur les soins obstétricaux et néonataux d'urgence à l'intention d'une vingtaine de sages-femmes des régions Maritime et des Savanes.

L'atelier de dix (10) jours qui s'est déroulé en situation réelle au CHU Sylvanus Olympio, a été axé sur l'utilisation de la ventouse obstétricale, un appareil utilisé au cours de l'accouchement qui permet de

propulser le fœtus de l'utérus, la méthode d'évacuation de l'utérus après un avortement incomplet et la gestion de la convulsion chez certaines femmes en travail.

A la clôture de l'atelier le 30 juillet dernier, Dr Akpadza Kofi, chef-service Gynécologie-Obstétrique, formateur, a rappelé aux sages-femmes formées qu'elles ont la possibilité de tout faire pour assurer la survie d'un enfant. «Le tout n'est pas de venir passer dix jours ici; ce que nous attendons de vous, c'est de mettre en pratique ce qui a été

dit au cours de cette formation», a-t-il martelé.

De son côté, M. Vidzaku Kofi, représentant de l'UNFPA à la cérémonie, tout en félicitant les sages-femmes pour l'enthousiasme et l'abnégation dont elles ont fait montre au cours de cette formation, a rassuré que son institution jouerait sa partition pour accompagner l'Etat togolais à éviter le drame de la mortalité maternelle et infantile.

A l'issue de cette formation, Mme Issaka Cirina, sage-femme au centre hospitalier préfectoral de Mango n'a pas caché sa satisfaction et a confié: «Avant que je n'arrive à cette formation, on a perdu beaucoup de nouveau-nés à cause du manque d'effort expulsif de la femme en travail, très fatiguée qui n'arrive plus à faire



Remise de diplôme au sage femme

sortir l'enfant. Je crois que maintenant avec la ventouse et la dotation de ce matériel faite par l'UNFPA, nous éviterons à présent certains décès liés au manque d'effort expulsif des femmes en travail ».

BRIDGESTONE

PROMOTION*

du 1er Août au 15 septembre 2014

~~127143~~ FCFA TTC 89 000 FCFA TTC 205R16C PU HILUX

N°1 MONDIAL AUX PRIX IMBATTABLES

*Dans la limite du stock disponible. Sauf poids lourds.

 **CFAO MOTORS**
cfaogroup.com

Bd Eyadema - B.P. 332 - Lomé
Tel.: 22 23 31 00 - 98 51 30 30
cfaotogo@cfao.com


Votre Route, Notre Passion

Relation UNFPA-Togo :

Albert AGBEKO

Le Directeur régional de l'UNFPA a séjourné au Togo

En séjour au Togo, le Directeur régional du Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA) pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre, M. Benoit Kalasa, a rencontré les plus hautes autorités du pays. Reçu le jeudi 31 juillet 2014 par le chef du gouvernement, M. Ahoomey-Zunu Séléagodzi, M. Kalasa s'est félicité de la coopération entre le Togo et son institution et de l'appui que le Togo a apporté au processus de révision et d'évaluation du plan d'action de la Conférence Internationale sur la Population et le Développement (CIPD). Il a ensuite adressé une invitation du Directeur Exécutif du Fonds au Chef de l'Etat, Faure Gnassingbé, pour prendre part à la session spéciale sur la CIPD qui aura lieu le 22 septembre prochain.

Le Directeur a par ailleurs apprécié les actions que mène le gouvernement togolais en santé de reproduction. « Nous apprécions les actions phares que mène le gouvernement en termes de santé maternelle et d'appui aux jeunes. Les jeunes sont au cœur du développement du capital humain, donc de la possibilité des pays à récolter les fruits des dividendes démographiques et enfin nous apprécions les efforts du gouvernement en termes de suivi-évaluation. Ce sont les trois secteurs clés qui démontrent la détermination du pays pour la croissance accélérée et donc pour la promotion de l'emploi », a déclaré M. Kalasa à sa sortie de l'audience.

Le lendemain, le Directeur régional de l'UNFPA s'est rendu au

siège de l'Assemblée nationale où il a eu des entretiens avec M. Dama Dramani, Président de cette institution.

Au centre des échanges entre les deux hommes, les questions de population.

« Le gouvernement a pris la décision de la césarienne gratuite, mais cette gratuité est payée par quelqu'un. Donc les ressources sont décidées au niveau du Parlement. Si nous voulons mener un recensement général de la population, la contribution du gouvernement aux ressources du recensement qui coûte cher est décidée au Parlement. Nous avons aussi la mise en place d'un réseau africain sur les questions de population et de développement. Cette structuration a été mise en place au niveau du pays :

les parlementaires se sont regroupés sur des intérêts qu'ils ont des questions de la promotion de la jeunesse, la promotion de l'égalité homme-femme, l'élimination de la violence liée au genre. Nous sommes venus remercier le Président de l'Assemblée nationale et offrir nos services dans le renforcement de capacités des députés dans les thématiques sur lesquelles nous travaillons », a déclaré M. Kalasa.

Le Directeur régional de l'UNFPA a terminé sa journée par une autre visite à la Ministre en charge de la Promotion de la Femme, Mme Ekoué Dédé.

L'entretien avec le Directeur régional de l'UNFPA a permis à la Ministre de réaffirmer que le partenariat qui lie le Togo à l'UNF-



M. Benoit KALASA

PA est très important. Il permet de travailler sur les objectifs stratégiques clés car « l'UNFPA est un partenaire stratégique très important du gouvernement », a indiqué le Ministre.

A ces différentes rencontres, M. Kalasa a été accompagné par le Représentant de l'UNFPA au Togo, M. Justin Koffi.

Le partenariat entre le Togo et l'UNFPA est axé sur des actions prioritaires comme la santé maternelle, néonatale et infantile, en matière de disponibilité de données pour la planification et le suivi des programmes, l'encadrement de la jeunesse, l'égalité du genre.

Alerte Virus Ebola

EBOLA : EVITONS TOUS LA PROPAGATION DU VIRUS!

Le virus Ebola, maladie virale hautement contagieuse et très mortelle, sévit depuis quelques mois dans la sous-région ouest africaine. L'Organisation Mondiale de la Santé, OMS, vient de décréter l'épidémie comme une « urgence de santé publique de portée mondiale ».

Cela indique donc qu'une mobilisation générale doit être engagée par tous pour éviter la propagation du virus.

Signalons au Centre de Santé le plus proche, aux numéros d'urgences habituels et au numéro vert 111, tout cas suspect présentant l'un des signes cliniques accompagnant une forte fièvre suivants :

- diarrhée sanglante
- selles noires
- saignement du nez, de la peau, des gencives ou à tout autre endroit du corps
- sang dans les urines
- crachats contenant des traces de sang
- sang dans les vomissements.

Evitons la contagion de la maladie en observant le respect scrupuleux des règles élémentaires de prévention suivantes :

- éviter tout contact direct avec les personnes malades ou mortes de la maladie
- éviter de manipuler du sang, des sécrétions, des organes ou des liquides biologiques d'animaux ou de personnes infectés,
- ne pas manipuler les gibiers tels que les agoutis, les rats, les souris, les porcs épics, les lièvres, les antilopes, les chauves-souris, les chimpanzés, les gorilles (vivants ou morts).

Evitons tous la propagation du virus d'Ebola !

CECI EST UN MESSAGE DU CONSEIL NATIONAL DES PATRONS DE PRESSE.

Siège : Maison de la presse, Tokoin Trésor - BP : 81213-Lomé-Togo
Tél : (00228) 90 11 05 06 / 90 15 87 53 / 22 35 77 66 - Email : conapptogo@yahoo.fr

Eligibilité au MCC

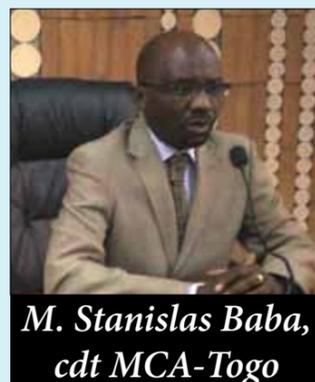
Franck NONNKPO

Le Togo sur la bonne voie

La cellule Millenium Challenge Account Togo (MCA-Togo) a fait le point de sa mission aux Etats-Unis aux membres des comités sectoriels MCC (Millenium Challenge Corporation), le 25 juillet à Lomé. Cette mission effectuée du 1er au 09 juillet visait à partager avec l'agence du MCC les progrès récents réalisés par le Togo en matière de bonne gouvernance, d'investissement dans le capital humain et de liberté économique.

« Nous avons, au cours de notre séjour, réaffirmé la volonté au haut niveau de l'Etat togolais à poursuivre ces efforts et nous avons établi un vrai partenariat avec l'agence du MCC pour l'éligibilité du Togo aux différents programmes de développement de l'agence américaine », a indiqué le coordinateur du MCA-Togo, M. Stanislas Baba.

A l'en croire, le Togo est en bonne posture pour son éligibilité au MCA. « Je peux juste m'appuyer sur le rapport de 2013 qui indique clairement que sur les 20 indicateurs, le Togo n'est pas loin de satisfaire la majorité d'entre eux. Donc nous pensons effectivement que nous sommes sur la bonne voie. La volonté exprimée de bien faire



M. Stanislas Baba, cdt MCA-Togo

est un signe positif que nous avançons dans la bonne direction », a-t-il noté.

La délégation togolaise a, au cours de ce séjour, rencontré de nombreuses institutions parmi lesquelles : l'agence MCC, le département de Doing Business, la SFI (Société Financière Internationale), Freedom House, Heritage Founda-

tion ...

Au cours de l'atelier, les participants ont échangé sur les recommandations des institutions partenaires et surtout sur les stratégies afin de maintenir le cap des réformes pour l'éligibilité du Togo à ce programme des Etats Unis d'Amérique.

Pour rappel, le MCA est une initiative de l'ancien président américain Georges Bush, un fonds à travers lequel les Etats Unis assistent les pays éligibles à lutter contre la pauvreté par l'accélération de la croissance économique. Les domaines d'intervention de ce fonds sont variés et couvrent des secteurs comme les infrastructures, l'assainissement, le transport, la santé, la lutte contre la corruption, les réformes politiques, les finances, l'éducation ou encore le développement des entreprises. Le MCC assure la gestion de ce fonds.

EBOLA :

(Suite de la page 11)

ville et alléguaient se fonder sur des sources proches du Centre Hospitalier Régional (CHR) de la localité, qui « auraient requis l'anonymat. » Le gouvernement aurait même dépêché une équipe médicale sur les lieux. Là encore, démenti formel des autorités : il n'y a aucun cas avéré de la fièvre Ebola au Togo. Tout en rappelant cependant qu'il ne faut pas baisser la garde. Selon le communiqué publié à ce propos, des dispositions sanitaires ont été prises pour repérer et isoler les cas suspects. La population est donc invitée « à vaquer librement à ses occupations en respectant les règles élémentaires d'hygiène. » Mais également à renforcer la vigilance et veiller sur son état de santé et celui des autres en surveillant l'apparition de certains signes. Un numéro vert le 111 est ouvert depuis plusieurs semaines. Pour l'heure, le contact du Togo avec cette fièvre mortelle reste le cas de ce passager ayant transité par avion à l'aéroport de Lomé, qui est décédé au Nigeria quelques jours plus tard.

PIRE EPIDEMIE ?

La fièvre EBOLA qui sévit actuellement en Afrique de l'Ouest est-elle en passe de devenir l'une des plus meurtrières de l'histoire ? Déjà à l'origine de la mort d'au moins 1000 personnes, selon les chiffres arrêtés au 4 août 2014, le virus continue de se propager à une vitesse inquiétante. Depuis sa découverte en 1976, jamais l'Ebola ne s'était d'ailleurs répandu aussi

largement et n'avait fait autant de victimes.

La comparaison avec d'autres épidémies et d'autres virus incite toutefois à relativiser son ampleur actuelle. L'épidémie de choléra qui a récemment touché Haïti a par exemple fait 8 791 victimes en trois ans. Celle qui a frappé le Zimbabwe en 2008-2009 a fait 4 283 morts. Au même moment, la grippe aviaire H1N1 avait quant à elle provoqué la mort d'au moins 18 449 personnes à travers le monde. Des chiffres qui restent très éloignés de la grippe espagnole de 1918 et ses 50 millions de morts, ou, pire, de la peste noire du milieu du XIVe siècle et de ses 100 millions de morts. Le nombre de victimes du virus Ebola pourrait cependant continuer à croître de façon expo-

nentielle. Car « cette épidémie avance plus vite que les efforts pour la contrôler », a prévenu vendredi la directrice de l'Organisation mondiale de la santé

(OMS), Margaret Chan, craignant des « conséquences catastrophiques en termes de vies perdues »

TABLEAU COMPARATIF

Epidémie	Année	Localisation	Nombre de morts
Peste noire	14e siècle	Europe et Asie	100 000 000
Grippe espagnole	1918	Monde	50 000 000
Variole	1970	Inde	20 000
Ebola	1976	Congo et Soudan	431
Ebola	1995	Congo et Soudan	254
Ebola	2000	Ouganda	224
Ebola	2003	Congo et Soudan	128
SRAS	2003	Monde	774
Ebola	2007	Congo	187
Grippe H1N1	2008	Monde	18 449
Choléra	2008-2009	Zimbabwe	4 283
Choléra	2010-2013	Haïti	8 791
Dengue	2011	Pakistan	219
Ebola	2013-2014	Afrique de l'Ouest	1000

REPERES :

C'est la rivière Ebola qui a donné son nom au virus découvert en 1976 en RDC (Ex-Zaïre) date de la première épidémie. On estime que les chauves-souris frugivores sont les hôtes naturels du virus. Les animaux infectés sont manipulés à mains nues par l'homme pour sa consommation. La transmission se fait alors par contact direct, avec les organes, les sécrétions et le sang des animaux infectés. Le mode de contamination entre hommes est le même. Il faut 2 à 21 jours d'incubation. Les symptômes :

- Première phase : Forte fièvre, faiblesse musculaire, violents maux de gorge, vomissements ;
 - Deuxième phase : Diarrhées, éruptions cutanées, insuffisance rénale, insuffisance hépatique et hémorragies internes et externes.
- 50 à 90% des cas sont mortels.

**Togotelecom****COMMUNIQUE**

TOGO TELECOM INFORME SON AIMABLE CLIENTELE QU'À PARTIR DE CE JOUR, LES ESPACES TELECOM PORT, ASSIVITO, AGOE ET KARA RESTENT OUVERTS A LA CLIENTELE DE 12H A 14H 30MN DU LUNDI AU VENDREDI ET DE 08H A 13H LES SAMEDIS.

TOGO TELECOM REMERCIE SON AIMABLE CLIENTELE POUR SA DISPONIBILITE ET SA CONFIANCE.

LA DIRECTION GENERALE

Première Journée Mondiale de la Culture Africaine : Le Togo à l'honneur

✎ Wilfried ADEGNIKA

Le Togo accueillera les 23, 24, 25 janvier 2015, la première édition de la Journée Mondiale de la Culture Africaine (JMCA). L'annonce a été faite le 27 juillet dernier à Lomé par John Dossavi, président de l'ONG Réseau Africain des Promoteurs et Entrepreneurs Culturels (RAPEC), promoteur de l'événement.

La JMCA vient répondre à l'une des recommandations fondamentales issues du 1er congrès panafricain sur le thème: « Culture, levier du développement en Afrique » tenu à Lomé les 17 et 18 novembre 2011.

Le choix du 24 janvier comme journée de la culture africaine, s'explique par la signature, le même jour en 2006, de la Charte de la Renaissance de la Culture par les Chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union Africaine. L'Afrique devient ainsi le premier continent à se doter d'une journée

pour la célébration de sa culture comme le souligne John Dossavi président du RAPEC. « C'est une idée de la société civile et qui est portée par un certain nombre de personnalités émérites de la planète, une idée qui fera de l'Afrique, le premier continent à se doter d'un jour pour la célébration de sa culture », a déclaré le promoteur.

Cette initiative vise à faire rayonner la culture africaine aussi bien au niveau du continent africain qu'à l'international, en mettant en avant sa richesse, sa créativité et ses apports aux autres cultures.

Durant ces trois jours, les richesses culturelles du continent noir sous toutes leurs formes seront valorisées à travers la musique, la mode, la littérature, le cinéma, les arts visuels et culinaires.

L'évènement marquant de cette première édition sera la prestation, pour la première fois en Afrique, du Cirkafrica, un cirque essentiellement composé d'Africains.

Le Togo portera ce projet avec un autre pays africain et devra donc accueillir toute l'Afrique et le monde entier. A cet effet, la première soirée sera un concert d'artistes togolais pour souhaiter la bienvenue aux étrangers et ceci pour montrer que « les Togolais en termes de culture peuvent produire beaucoup de choses afin de



John DOSSAVI, Président RAPEC

rendre hommage à l'Afrique », a expliqué le président du RAPEC. Le RAPEC est une ONG de développement dont l'approche consiste à fédérer les forces, éner-

gies et compétences pour faire des arts et de la culture, de véritables leviers pour le développement durable de l'Afrique.

Christofolly : Le Togo a son Fela Kuti!

✎ W. A

Artiste de la chanson togolaise et percussionniste évoluant en Europe et faisant de l'Afrobeat, Christofolly s'est fait connaître le 06 août à Lomé.

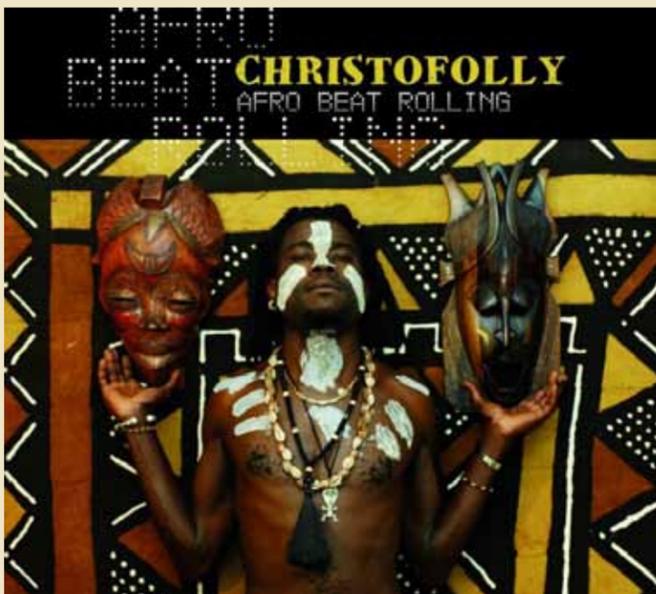
Christofolly, de son vrai nom Folly Aduayom, a présenté au public son album « afro beat rolling » de 7 morceaux, sorti en 2010. On y trouve des titres comme : « afro beat rolling », « djogbessé », « tchekorobo »...

Son nouveau tube « voodoo groove » annonce la sortie prochaine de son nouvel album de 10 titres du même nom.

Parlant de son genre musical, l'Afrobeat,

l'artiste le définit comme : « un mélange de sonorités traditionnelles d'Afrique de l'Ouest comme le high-life du Ghana, le Kamou, Agbadja du Togo ...»

Il justifie son empreinte musicale par sa volonté de : « montrer la voie tracée par les anciens. Un bel hommage et une redécouverte de ces musiques remises au goût du jour par les rééditions récentes », dit-il. « Je chante tout ce qui se perd afin que les Togolais se retrouvent au travers de mes chansons et qu'ils se rappellent, quel que soit l'endroit où ils sont dans le monde, qu'ils viennent de quelque part », explique l'artiste.



Christofolly chante le bonheur, le respect de la vie et de l'autre, le pardon, la fraternité, en Ewé, Watchi, Kotokoli, en Anglais et en Français. Ses morceaux sont influencés par le « voodoo » qu'il considère comme une tradition. L'Afrobeat, a été créé à Lagos au Nigeria par Fela Anikulapo Kuti à la fin des années soixante. C'est une musique issue de rythmes traditionnels yoruba, fortement imprégnée de funk, jazz et de high-life, un style apparu dans les années 1900 au Ghana.

« Les Moussons du Rire »: Un festival consacré à l'humour

Démarré depuis le 1er août 2014 à Lomé, le premier festival international du rire du Togo bat son plein.

Evénement de dimension internationale dont le nom se réfère à sa période d'organisation, notamment les mois de juillet à septembre, durant lesquels souffle sur le littoral ouest africain, la Mousson, le festival « Les Moussons du Rire » veut rassembler les professionnels et le public autour du rire.

« Le festival de rire est un festival d'humour qui rassemble des professionnels et jeunes talents autour du rire durant les mois d'août et septembre pour célébrer le rire. Pour apporter au grand public plus de crue en termes de création humoristique et aussi un partage d'expérience entre les artistes et le grand public. », souligne Frédéric Gakpara, Directeur du festival.

« Les Moussons du rire », vient pallier le manque de festival d'humour au Togo. Il ambitionne d'amener les universitaires en fin de formation à avoir un intérêt pour l'art afin de leur permettre « de se former en administration culturelle et en gestion événementielle. », explique M. Gakpara.

Le festival : « va permettre aux artistes



Frédéric GAKPARA directeur du festival à droite

professionnels d'échanger avec leurs jeunes frères du métier. Cela constitue un échange professionnel dans certains aspects de l'art humoristique. Il va aussi permettre au public d'avoir un programme de distraction instructive durant ces vacances; et enfin rémunérer l'économie culturelle».

Au menu du festival, un stage de formation théorique et pratique en administration et gestion événementielle à l'intention des jeunes s'intéressant à la culture, des ateliers de formation, des tables rondes, des créations et des spectacles.

Il est également prévu une formation destinée aux enfants déshérités ainsi que des spectacles afin : « qu'ils oublient, ne serait-ce qu'un instant, leurs problèmes», souligne le directeur du festival.



LE MOIS DE L'HÉRITAGE VLISCO

RÉDUCTION SPÉCIALE SUR LES CLASSIQUES *

LISTE DES BOUTIQUES

Vlisco Boutique - tél: 00228 22 21 28 00
Retail shop Vlisco - tél: 00228 22 21 54 39
Retail shop Vlisco, Ets wimas - tél: 00228 22 21 15 69
Retail shop Vlisco, Ets deba fashionista - tél: 00228 22 20 65 35
Ets alinette - tél: 00228 22 22 20 76
Ets kafa & fils - tél: 00228 90 02 57 94 / 00228 22 50 42 94
Ets kekele - tél: 00228 22 21 96 05
Ets lytex - tél: 00228 22 21 58 25
Ets navitex - tél: 00228 90 29 69 66
Ets ysab - tél: 00228 22 44 27 53 / 00228 22 20 94 07
Jema beauty - nanyaba house - tél: 00228 90 04 59 65
Prestige super - tél: 00228 22 22 01 32 / 00228 90 05 32 90
Sunny west - tél: 00228 22 21 78 39
Super beaute - tél: 00228 22 21 36 03 / 00228 90 04 75 39
Manatex - tél: 00228 22 21 59 23 / 00228 90 04 27 47



VLISCO

SINCE 1846

* Dans la limite des stocks disponibles. Offre non cumulable